



Treaty Series No. 37 (1935)

# International Convention for Mutual Protection against Dengue Fever

Athens. July 25, 1934

[His Majesty's ratification in respect of the United Kingdom deposited on  
April 3, 1935]

*Presented by the Secretary of State for Foreign Affairs  
to Parliament by Command of His Majesty*

LONDON

PRINTED AND PUBLISHED BY HIS MAJESTY'S STATIONERY OFFICE

To be purchased directly from H.M. STATIONERY OFFICE at the following addresses:

Adastral House, Kingsway, London, W.C.2; 120 George Street, Edinburgh 2;

York Street, Manchester 1; 1 St. Andrew's Crescent, Cardiff;

80 Chichester Street, Belfast;

or through any Bookseller

1935

Price 3d. Net

Cmd. 5008

CONVENTION INTERNATIONALE SUR LA PROTECTION  
MUTUELLE CONTRE LA FIÈVRE DENGUE.(<sup>1</sup>)

Athènes, le 25 Juillet 1934.

Sa Majesté le Roi d'Albanie, le Président du Reich Allemand, Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande, et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Empereur de l'Inde, Sa Majesté le Roi des Bulgares, Sa Majesté le Roi d'Égypte, le Président de la République Espagnole, le Président de la République Française, le Président de la République Hellénique, Sa Majesté le Roi d'Italie, Sa Majesté le Roi de Roumanie, le Président de la République Turque, le Président du Conseil Central Exécutif de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, Sa Majesté le Roi de Yougoslavie,

Désirant coopérer dans le but de prévenir et combattre la propagation de la fièvre dengue et considérant que les mesures qui seront prises dans ce but seront déterminées par la Convention,

Ont décidé de conclure une Convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi d'Albanie :

M. Sotir Laci, Chargé d'Affaires *a.i.* d'Albanie à Athènes;

Le Président du Reich Allemand :

Son Excellence M. Ernst Eisenlohr, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire d'Allemagne à Athènes;

Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande, et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Empereur de l'Inde :

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :

Son Excellence M. Sydney Waterlow, C.B.E., Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique à Athènes;

Sa Majesté le Roi des Bulgares :

Son Excellence M. Pierre Neicov, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Bulgarie à Athènes;

(<sup>1</sup>) For English translation see page 7.

Sa Majesté le Roi d'Égypte :

Son Excellence Ali Serry Omar Bey, Envoyé Extraordinaire  
et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi d'Égypte  
à Athènes;

Le Président de la République Espagnole :

Son Excellence M. Pedro García Conde, Envoyé Extra-  
ordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République  
Espagnole à Athènes;

Le Président de la République Française :

Son Excellence M. Adrien Thierry, Envoyé Extraordinaire et  
Ministre Plénipotentiaire de la République Française à  
Athènes;

Le Président de la République Hellénique :

Son Excellence M. André Delmouzos, Directeur Général du  
Ministère des Affaires Étrangères, Envoyé Extraordinaire  
et Ministre Plénipotentiaire;

Sa Majesté le Roi d'Italie :

Son Excellence M. Pierfilippo de Rossi Nobile del Lion Nero,  
Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire d'Italie  
à Athènes;

Sa Majesté le Roi de Roumanie :

Son Excellence M. C. Langa Rascano, Envoyé Extraordinaire  
et Ministre Plénipotentiaire de Roumanie à Athènes;

Le Président de la République Turque :

Rifki Refik Bey, Chargé d'Affaires *a.i.* de la République  
Turque à Athènes;

Le Président du Conseil Central Exécutif de l'Union des  
Républiques Socialistes Soviétiques :

Son Excellence M. Michel Kobezky, Envoyé Extraordinaire  
et Ministre Plénipotentiaire de l'Union des Républiques  
Socialistes Soviétiques à Athènes;

Sa Majesté le Roi de Yougoslavie :

Son Excellence M. Bočko Christitch, Envoyé Extraordinaire  
et Ministre Plénipotentiaire de Yougoslavie à Athènes;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

#### ARTICLE 1<sup>er</sup>.

Lorsque la dengue apparaîtra sous la forme épidémique dans l'un des territoires auxquels la présente Convention est applicable, l'Autorité supérieure d'Hygiène de ce territoire en fera la notification aux autorités sanitaires de tous les autres territoires auxquels la Convention est applicable.

Elle tiendra l'Office International d'Hygiène Publique au courant de la marche de l'épidémie.

#### ARTICLE 2.

Lorsque dans l'un des territoires auxquels la présente Convention est applicable une épidémie de dengue aura été constatée dans un port ou dans la région avoisinant un port, l'Autorité sanitaire dudit port recommandera aux capitaines, et éventuellement aux médecins des navires, de faire procéder, aussitôt après le départ du port, à la recherche et la destruction des moustiques et de leurs larves dans toutes les parties accessibles du navire, notamment dans les cabines, les postes d'équipages, les cambuses, les cuisines, les chaufferies, les réservoirs d'eau et tous locaux spécialement susceptibles de donner asile aux moustiques.

Elle invitera le médecin, et à défaut le capitaine, à prendre les dispositions nécessaires pour que, si des cas de dengue venaient à se produire à bord, les malades puissent être isolés dans des conditions telles qu'ils ne puissent pas être piqués par des moustiques.

#### ARTICLE 3.

Dans l'un des territoires auxquels la présente Convention est applicable, tout navire provenant d'un port où règne une épidémie de dengue et arrivant dans un port où l'Autorité sanitaire a lieu de craindre que la maladie ne s'y propage, en raison de la présence en nombre élevé de moustiques susceptibles de la transmettre, pourra être soumis aux mesures suivantes :

(a) Arraînement, comportant la réponse, par le médecin et à défaut par le capitaine, à la question : " Y a-t-il, ou y a-t-il eu à bord des personnes atteintes de dengue ? "

(b) *Visite médicale.*—Les malades atteints de dengue depuis moins de 5 jours qui désireraient quitter le navire seront débarqués de jour, et pourront être isolés à terre, suivant les instructions des Autorités sanitaires compétentes, dans des conditions qui les mettent à l'abri des piqûres de moustiques, jusqu'à expiration d'un délai de 5 jours à partir du début de la maladie.

(c) Inspection du navire en vue de s'assurer qu'il n'y existe pas de stégomyia, sous la réserve qu'il serait tenu compte des mesures déjà prises en cours de route. Au cas où la présence à bord de stégomyia serait constatée, l'Autorité sanitaire du port pourra faire procéder à la destruction des moustiques.

(d) Exceptionnellement, l'Autorité sanitaire du port pourra, si elle juge nécessaire en raison des circonstances, mettre les passagers débarqués sous surveillance et consigner les équipages à bord, sauf si la sortie est demandée pour des raisons de service, jusqu'à l'expiration d'un délai de 8 jours à partir de l'exposition au risque.

#### ARTICLE 4.

Lorsque l'existence de l'épidémie de dengue est établie dans un des territoires auxquels la présente Convention est applicable, ayant une frontière de terre avec un autre territoire auquel la Convention est aussi applicable, les Autorités sanitaires de ce dernier territoire peuvent, si elles le jugent nécessaire, prendre à ces frontières les mesures suivantes :

(a) Les passagers peuvent être mis sous surveillance, pour une période ne dépassant pas 8 jours à partir du dernier jour de l'exposition à l'infection.

(b) Les passagers suspects d'être atteints de la fièvre de dengue, depuis moins de 5 jours, peuvent être isolés, suivant les instructions des Autorités sanitaires, dans des conditions qui les mettent à l'abri des piqûres de moustiques jusqu'à l'expiration d'un délai de 5 jours à partir du début de la maladie.

#### ARTICLE 5.

Les mesures exposées dans les articles 3 et 4 seront considérées comme constituant un maximum des limites dans lesquelles les Gouvernements détermineront la procédure qui sera appliquée respectivement dans les ports et frontières de terre.

#### ARTICLE 6.

La présente Convention portera la date de ce jour.

Elle sera ratifiée et les ratifications seront déposées le plus tôt possible au Gouvernement de la République Hellénique, qui communiquera toute ratification aux États contractants ou adhérents.

#### ARTICLE 7.

La présente Convention sera accessible à l'adhésion des Gouvernements de tout pays qui ne l'a pas signée.

Les adhésions seront communiquées par la voie diplomatique au Gouvernement de la République Hellénique, qui informera tous les autres Gouvernements contractants ou adhérents.

## ARTICLE 8.

La présente Convention entrera en vigueur après qu'un délai d'un mois aura été écoulé depuis la réception par le Gouvernement Hellénique des ratifications ou adhésions de deux Gouvernements.

Les adhésions ou ratifications qui seront reçues après la date de la mise en vigueur de la présente Convention, conformément au paragraphe ci-dessus, auront effet un mois après le jour de leur réception par le Gouvernement de la République Hellénique.

## ARTICLE 9.

1. Chacune des hautes parties contractantes pourra déclarer, soit au moment de sa signature, soit au moment du dépôt de sa ratification ou de son adhésion, que son acceptation de la présente Convention engage seulement les territoires mentionnés dans sa déclaration et que la Convention sera appliquée seulement aux territoires ainsi mentionnés. La déclaration peut être limitée aux territoires métropolitains du Gouvernement qui fait la déclaration, ou à l'un ou plusieurs de ses protectorats, colonies ou territoires sous mandat.

2. Tout Gouvernement contractant peut ultérieurement notifier au Gouvernement de la République Hellénique qu'il désire que la Convention soit appliquée à tout territoire non mentionné dans sa déclaration conformément au paragraphe précédent, soit que le territoire métropolitain ait fait la déclaration, ou une de ses colonies, protectorats ou territoires sous mandat.

3. Tout Gouvernement contractant peut, après l'expiration d'un délai de 5 ans à partir de la mise en vigueur de la Convention, conformément au paragraphe 1 de l'article 8, notifier au Gouvernement de la République Hellénique qu'il désire que la présente Convention cesse de s'appliquer à certains de ses territoires auxquels la Convention s'applique, conformément au paragraphe susmentionné de cet article, et la Convention cessera de s'appliquer aux territoires mentionnés dans cette déclaration 6 mois après la date de la réception de la notification par le Gouvernement de la République Hellénique.

4. Le Gouvernement de la République Hellénique communiquera à tous les Gouvernements ayant signé ou adhéré toutes déclarations ou notifications reçues en vertu du paragraphe précédent de cet article.

5. La présente Convention sera déposée aux archives du Gouvernement de la République Hellénique, et communiquée pour enregistrement au Secrétariat de la Société des Nations, dès qu'elle sera mise en vigueur conformément à l'article 8.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention.

Fait à Athènes, le 25 juillet 1934, en un seul exemplaire, qui restera déposé aux archives du Gouvernement Hellénique et dont les copies, certifiées conformes, seront remises aux autres parties contractantes.

- Pour l'Albanie :  
SOTIR LACI.
- Pour l'Allemagne :  
ERNST EISENLOHR.
- Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :  
SYDNEY WATERLOW.
- Pour la Bulgarie :  
PIERRE NEICOV.
- Pour l'Égypte :  
ALI SERRY OMAR BEY.
- Pour l'Espagne :  
PEDRO GARCIA CONDE.
- Pour la France :  
ADRIEN THIERRY.
- Pour la Grèce :  
ANDRÉ DELMOUZOS.
- Pour l'Italie :  
DE ROSSI DEL LION NERO.
- Pour la Roumanie :  
C. LANGA RASCANO.
- Pour la Turquie :  
RIFKI REFIK BEY.
- Pour l'Union des R.S.S. :  
MICHEL KOBEZKY.
- Pour la Yougoslavie :  
BOCHKO CHRISTITCH.

(Translation.)

INTERNATIONAL CONVENTION FOR MUTUAL PROTECTION AGAINST  
DENGUE FEVER.

*Athens, July 25, 1934.*

His Majesty the King of Albania, the President of the German Reich, His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, His Majesty the

King of Bulgaria, His Majesty the King of Egypt, the President of the Spanish Republic, the President of the French Republic, the President of the Greek Republic, His Majesty the King of Italy, His Majesty the King of Roumania, the President of the Turkish Republic, the President of the Central Executive Council of the U.S.S.R., His Majesty the King of Yugoslavia,

Being desirous of co-operating for the purpose of preventing and combating the propagation of dengue fever, and considering that the measures to be taken to this end should be determined by a Convention, have decided to conclude a Convention for this purpose, and have nominated as their plenipotentiaries the following:—

His Majesty the King of Albania :

M. Sotir Laci, Albanian Chargé d'Affaires *ad interim* at Athens;

The President of the German Reich :

His Excellency M. Ernst Eisenlohr, German Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Athens;

His Majesty the King of Great Britain, Ireland, and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India :

For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland :

His Excellency Mr. Sydney Waterlow, C.B.E., His Britannic Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Athens;

His Majesty the King of Bulgaria :

His Excellency M. Pierre Neicov, Bulgarian Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Athens;

His Majesty the King of Egypt :

His Excellency Ali Serry Omar Bey, Egyptian Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Athens;

The President of the Spanish Republic :

His Excellency M. Pedro García Conde, Spanish Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Athens;

The President of the French Republic :

His Excellency M. Adrien Thierry, French Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Athens;

The President of the Greek Republic :

His Excellency M. André Delmouzos, Director-General of the Ministry for Foreign Affairs, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary;



His Majesty the King of Italy :

His Excellency Signor Pierfilippo de Rossi Nobile del Lion Nero, Italian Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Athens ;

His Majesty the King of Roumania :

His Excellency M. C. Langa Rascano, Roumanian Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Athens ;

The President of the Turkish Republic :

Rifki Refik Bey, Turkish Chargé d'Affaires *ad interim* at Athens ;

The President of the Central Executive Council of the U.S.S.R. .

His Excellency M. Michel Kobezky, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the U.S.S.R. at Athens ;

His Majesty the King of Yugoslavia :

His Excellency M. Bochko Christitch, Yugoslavian Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Athens ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, are agreed upon the following provisions :—

#### ARTICLE 1.

On the appearance of dengue fever in epidemic form in any of the territories to which the present Convention applies, the Chief Health Authority of the territory shall notify the sanitary authorities of all the other territories to which the Convention applies.

It shall keep the Office International d'Hygiène Publique informed of the course of the epidemic.

#### ARTICLE 2.

When in any of the territories to which the present Convention applies, an epidemic of dengue fever shall be discovered in a port or in a district adjoining a port, the sanitary authority of the said port shall recommend captains of vessels and ships' doctors, if such are on board, immediately after leaving the port, to search out and destroy mosquitoes and their larvæ in all the accessible parts of the ship, especially in the cabins, crew's quarters, store rooms, kitchens, stoke holes, water containers, and all places likely to harbour mosquitoes.

The sanitary authority shall request the doctor, or failing him the captain, to take such measures, as may be necessary to ensure that if cases of dengue fever occur on board the patients may be isolated under conditions such that they cannot be bitten by mosquitoes.

#### ARTICLE 3.

In any of the territories to which this Convention applies, all ships, coming from a port in which there is an epidemic of dengue

fever and arriving in a port whose sanitary authority has reason to fear that the disease may spread owing to the presence of a large number of mosquitoes capable of transmitting it, may be subjected to the following measures :—

(a) *Boarding*.—The doctor, or failing him the captain, shall give a reply to the question : “ Are there, or have there been, on board any persons suffering from dengue fever? ”

(b) *Medical Inspection*.—Patients who have developed dengue fever within less than five days and desire to leave the ship shall be landed by day and shall be isolated on land, in accordance with the instructions of the competent sanitary authority, under conditions which shelter them from mosquito bites, until a period of five days has elapsed since the illness began.

(c) *Inspection of the ship* in order to ascertain that there are no stegomyia on board, taking into account any measures already taken on the voyage. If any stegomyia are found on board the sanitary authority may have the mosquitoes destroyed.

(d) In exceptional cases, the sanitary authority of the port may, if he considers that circumstances render it necessary, place under surveillance those passengers who have disembarked and confine the crew on board except for purposes of duty, until a period of eight days has elapsed since they were exposed to risk.

#### ARTICLE 4.

When an epidemic of dengue fever has broken out in one of the territories to which the present Convention applies, and which has a land frontier bordering on another territory to which the Convention also applies, the sanitary authorities of the latter territory may, if they consider it necessary, take the following measures at the frontier :—

(a) Passengers may be placed under surveillance for a period not exceeding eight days from the day of exposure to the infection.

(b) Passengers suspected of having developed dengue fever within less than five days may be isolated according to the instructions of the sanitary authorities in conditions in which they are protected from mosquito bites until a period of five days has elapsed from the beginning of the illness.

#### ARTICLE 5.

The measures set out in Articles 3 and 4 shall be considered as constituting the maximum limits within which the Governments shall determine the procedure to be adopted respectively in ports and at land frontiers.

#### ARTICLE 6.

The present Convention shall bear to-day's date.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be deposited as soon as possible with the Government of the Greek Republic, which shall communicate every ratification to the contracting or acceding States.

## ARTICLE 7.

It is open to any country which has not signed the Convention to accede to it.

Accessions shall be communicated by the diplomatic channel to the Government of the Greek Republic, which shall inform all the contracting or acceding Governments.

## ARTICLE 8.

The present Convention shall come into force when one month has elapsed after the Greek Government has received the ratifications or accessions of two Governments.<sup>(2)</sup>

Accessions or ratifications received after the date on which this Convention comes into force, in accordance with the preceding paragraph, shall take effect one month after the date on which they have been received by the Greek Government.

## ARTICLE 9.

(1) Each of the High Contracting Parties may declare, either at the time of signature, or of the deposit of his ratification or accession, that his acceptance of the present Convention refers only to the countries mentioned in his declaration, and that the Convention will be applied solely to the territories mentioned therein. The declaration may be limited to the metropolitan territories of the Government making the declaration, or to one or more of its protectorates, or colonies, or territories under mandate.

(2) Each of the contracting Governments may subsequently notify the Government of the Greek Republic that it desires to apply the Convention to any territory not mentioned in the declaration, in accordance with the preceding paragraph, whether the declaration was made by the metropolitan territory or by one of its colonies, protectorates or territories under mandate.

(3) Each of the contracting Governments may, after the expiration of five years from the time the Convention comes into force, in accordance with paragraph 1. of Article 8, notify to the Government of the Greek Republic that it desires that the present Convention should cease to apply to certain of its territories to which it applies under the above-mentioned paragraph of this article, and the Convention shall cease to apply to the territories mentioned in this declaration six months after the date on which the notification is received by the Government of the Greek Republic.

(4) The Government of the Greek Republic shall communicate every declaration or notification received under the preceding paragraph of this article to all the Governments which have signed or acceded.

The present Convention shall be deposited in the archives of the Greek Government and communicated for registration to the

(<sup>2</sup>) The Convention entered into force on the 25th March, 1935.

Secretariat of the League of Nations as soon as it comes into force in accordance with Article 8. In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at Athens, the 25th July, 1934, in a single copy, which shall remain deposited in the archives of the Greek Government, and of which copies certified as being correct shall be transmitted to the other contracting parties.

For Albania ;  
SOTIR LACI.

For Germany :  
ERNST EISENLOHR.

(<sup>3</sup>) For the United Kingdom of Great  
Britain and Northern Ireland :  
SYDNEY WATERLOW.

For Bulgaria :  
PIERRE NEICOV.

For Egypt :  
ALI SERRY OMAR BEY.

For Spain :  
PEDRO GARCIA CONDE.

For France :  
ADRIEN THIERRY.

(<sup>4</sup>) For France :  
ANDRÉ DELMOUZOS.

For Italy :  
DE ROSSI DEL LION NERO.

For Roumania :  
C. LANGA RASCANO.

For Turkey :  
RIFKI REFIK BEY.

For the U.S.S.R. :  
MICHEL KOBEZKY.

For Yugoslavia :  
BOCHKO CHRISTITCH.

(<sup>3</sup>) With a declaration under Article 9 (i) that the signature includes Malta, Cyprus, Palestine (including Trans-Jordan), Kenya (Colony and Protectorate), Zanzibar and Tanganyika Territory.

(<sup>4</sup>) With a declaration under Article 9 (i) that the signature includes Algeria, Tunis, Morocco (French zone) and Syria and Lebanon.

*Ratifications.*

Country.	Date of deposit.
United Kingdom... ..	April 3, 1935.
France ... ..	February 25, 1935.
Italy ... ..	July 10, 1935.
Roumania ... ..	July 15, 1935.

*Accessions.*

Union of South Africa ... ..	April 16, 1935.
Denmark ... ..	May 15, 1935.
Portugal ... ..	February 11, 1935.

---